

CIBLE

Tjibaou

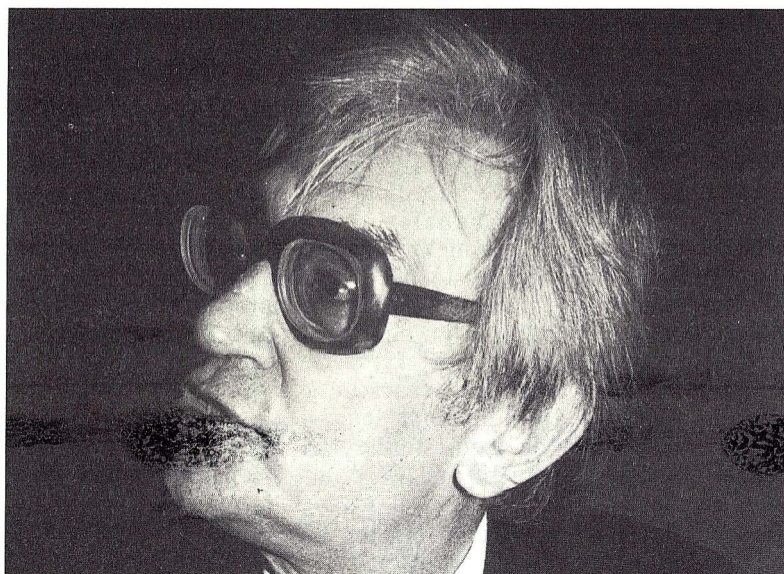
Les hommes de dialogue et de paix sont toujours plus menacés que les partisans de la violence. L'attentat commis contre Jean-Marie Tjibaou et Yeiwené Yeiwené confirme ce fait, effectivement tragique. Cet assassinat scandalise à tous points de vue, d'abord parce que Jean-Marie Tjibaou avait suscité le respect par sa rectitude et par le sang-froid qu'il n'avait cessé de manifester face aux provocations du gouvernement Chirac et malgré les dénis de justice.

Il scandalise aussi parce que, grâce aux accords Matignon qu'il avait voulus, et grâce au referendum qui les avait confirmés, la paix s'était rétablie en Nouvelle-Calédonie - première condition de la justice et d'un choix vraiment libre quant à l'avenir des relations entre les habitants de la Nouvelle-Calédonie et l'ensemble français.

La mort de Jean-Marie Tjibaou ne saurait détruire ce qui a été entrepris. Si la violence est le dernier mot des extrémistes de tous bords, les extrémistes ne peuvent déjà plus avoir le dernier mot.

Hommage

Maurice Clavel



Glassnost

La Pologne renaît-elle ?

(page 4)

Héritage

Vingt ans après de Gaulle

(page 12)

M 2242 - 515 - 12,00 F



Bravo Kouchner !

Le téléspectateur peut cependant remarquer que les commentateurs de l'actualité nous réservent peu de surprises: les ministres parlent comme des ministres, les hommes politiques comme des hommes politiques, les religieux comme des religieux et les acteurs comme des acteurs -persuadés que seuls les artistes ne manient pas la langue de bois !

Comment leur en vouloir ? La vie politique, souvent présentée au consommateur d'images comme un spectacle de «commedia dell'arte», oblige la plupart des personnalités à garder leur masque au risque d'être davantage figés dans des clichés réducteurs ou des attitudes manichéennes.

L'invité du 23 avril, Bernard Kouchner, s'il n'a pas provoqué la surprise, a cependant dérangé sensiblement la règle du jeu habituelle. Ce n'était pas le ministre «solidaire» de l'équipe-gouvernementale», ni le président séducteur d'un organisme mondial humanitaire, ni l'habile orateur récemment engagé dans le débat politique qui paraissait à l'écran, mais le témoin de la tragédie libanaise qui nous interpellait sans artifice ni discours moralisateur, mais avec l'humilité et la luci-

L'émission dominicale de «Sept sur sept» mérite le succès d'audience régulièrement enregistré: le talent d'Anne Sinclair et le choix des invités en font un magazine d'information de qualité.

dité que fait éprouver la détresse humaine.

N'a-t-il pas souhaité que l'alternance politique rende l'opposition meilleure ? N'a-t-il pas remarqué que le sort réservé au «troisième âge» de nos pays civilisés choquait les habitants du tiers-monde, que le manque de communication, de tendresse (mais oui ...), de sollicitude était une tare de notre occident ? N'a-t-il pas désiré que l'Europe se construise surtout avec la tolérance et la solidarité ? Ne pourrait-on pas lui souffler «aimez-vous les uns les autres» ? Ces phrases eurent été plus banales dites par sœur Emmanuelle, l'abbé Pierre ou un humaniste à la mode. Bernard Kouchner a eu le courage de réhabiliter des mots tombés en désuétude, considérés comme niais ou «réacs» et qui pourtant gardent tout leur sens dans la vie quotidienne. La tendresse, l'entraide, la compréhension, ces mots qui ne peuvent faire l'objet de lois ou de circulaires ministérielles nous éviteraient peut-être de laisser mourir notre voisin dans l'anonymat, de

laisser se marginaliser des familles sans ressources, de délaissés nos enfants et nos vieillards, de détourner les yeux lorsqu'un viol est commis dans un train, d'avoir peur de l'autre. Ce sont nos pays les plus avancés économiquement et socialement qui ont perdu ces valeurs (mot que l'on a longtemps évité de prononcer et qui est repris démagogiquement à présent par des éléments politiques aux intentions les plus douteuses).

On pourrait se lamenter sur notre civilisation qui tombe en «décadence» et évoquer avec une nostalgie naïve un certain «bon vieux temps»: le débat serait bien stérile et peu nouveau !

L'histoire montre que les périodes les plus tragiques ou les plus brillantes ont été surmontées ou façonnées par des peuples qui avaient su forger un idéal, une générosité, une solidarité, un élan commun. Le frigidaire et la voiture des années 60 ont-ils été les éléments d'un dessein commun ? La réussite individuelle du battant, l'ouverture des magasins le

dimanche (et pourquoi pas 24 heures sur 24 ?), le libéralisme émancipateur vont-ils être les nouveaux idéaux généreux et mobilisateurs ? Il est à craindre que cette nouvelle religion polythéiste nous ait fait sacrifier sur l'autel des dieux «Loto», «foot», «augmentation-promotion» nos enfants, nos anciens, notre dignité professionnelle, nos racines, notre spiritualité.

Nostalgie ? Préchi-précha ? Soixanthuitardisme recentré ? Nullement ! Le simple espoir que nos enfants, s'ils ne sont ni sportifs, ni «battants», ni blancs, ni riches ne soient pas rejetés dans un monde où, après le tiers et le quart, il faille inventer une nouvelle fraction encore plus exclusive.

Dans une de ses «Lettres», le comte de Clermont s'exprimait: «*Peut-on dynamiser un peuple sur les seules ambitions de l'AVOIR au mépris des valeurs de l'ETRE ? Rendre leur liberté -leur droit au respect- aux déviants, aux anormaux, aux déclassés serait reconquérir sans doute l'intégrité des nôtres.*»

A vous de décider, Bernard Kouchner, Rénovateurs ... et les autres !

Christian JEANDEL

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Bravo Kouchner ! - p.3: L'apaisement - Donn fait cavalier seul - Pauvres D.O.M. - p.4: La Pologne renaît-elle ? - p.5: L'Amérique relative - p.8/7: Maurice Clavel - p.8: Raison et utilité - p.9: La lecture de Marcel Gauchet - p.10: Divine enfant - Vive le Roi ! - p.11: Action royaliste - p.12: Vingt ans après.

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

1789

Discorde

Europe

Apaisement

Faudra-t-il un jour célébrer la célébration du bicentenaire ? Sans aller jusque-là, l'année 1989 semble appelée à faire date dans l'histoire des passions françaises. Alors qu'on pouvait craindre, il y a quelques années, que le bicentenaire soit l'occasion d'un nouveau règlement de comptes historico-politiques, la commémoration de l'événement révolutionnaire se fait de la manière que nous avons souhaitée: non comme une reprise, verbale, de la guerre civile entre républicains et royalistes, mais sous la forme d'un débat entre historiens qui, en s'approfondissant, nous éloigne des mythes autrefois fabriqués par les deux camps.

L'émission diffusée par Antenne 2 le 4 mai (reprise dans le Nouvel Observateur de la même date) est à cet égard très heureusement significative: au lieu de l'étripage spectaculaire que certains annonçaient, il y eut une confrontation paisible et de bonne qualité entre des invités (Chaunu, Le Roy Ladurie, Vovelle, Debray, de Villiers) moins soucieux d'en découdre que de s'expliquer et de mieux faire comprendre des analyses différentes ou divergentes.

Comme le dit Jacques Julliard en commentant cette soirée, «le western révolutionnaire est bel et bien terminé». C'est ce fait, majeur, qui permet que la recherche sur la Révolution, désormais libre de tout enjeu politique, soit plus fructueuse que jamais.

Y. LANDEVENNEC

**Pensez à la
souscription**

(p. 11)

Bonn fait cavalier seul

A la veille des élections européennes, des considérations de politique intérieure rappellent à certains responsables politiques européens l'existence d'une opinion publique et les amènent à revoir leurs alliances au sein de la Communauté.

A mesure que «les douze» s'approchent de l'échéance de 1993, la politique à mener pour parvenir le plus rapidement possible à une harmonisation de la fiscalité est tellement controversée d'un pays à l'autre, qu'on peut se demander si les chefs d'Etat et de gouvernement signataires de l'Acte unique avaient entrevu toutes les conséquences politiques de leur geste.

La R.F.A. jusqu'ici considérée comme le meilleur élève de la classe européenne, commence à se dissiper et à vouloir faire bande à part. Face aux revers électoraux subis récemment par son parti, le chancelier Kohl a dû faire quelques concessions à son électorat et renoncer à des engagements pris auprès de ses partenaires européens à propos de la fiscalité de l'épargne.

Ainsi, après la décision de M. Waigel (nouveau ministre ouest allemand de l'Economie) de suspendre la taxation à la source des revenus de l'épargne, la France se retrouve seule, avec la Commission de Bruxelles, à défendre une imposition de l'épargne à la source, de l'ordre de 10 à 15%, face à la République Fédérale, la Grande-Bretagne et le Luxembourg. Malgré les déclarations apaisantes de Bérégovoy et de Delors, il devient nécessaire de se mettre, rapidement, d'accord sur les termes d'un compromis sous peine de voir les capitaux partir vers les pays où l'imposition de l'épargne est quasiment inexistante, et ce dès le 1er juillet 1990 date prévue pour la libre circulation des capitaux à l'intérieur de la Communauté.



Car à ce petit jeu, la France qui pratique un taux d'imposition assez élevé de 27% sur les obligations et 47% sur les dépôts bancaires part avec un lourd handicap, que le marché se chargera de régler, selon les souhaits de Mme Thatcher, mais au détriment des revenus du travail.

Ce revirement des Allemands est d'autant plus préoccupant pour le gouvernement français, qu'il vient s'ajouter à l'épineux problème de l'harmonisation des taux de T.V.A., lesquels devront impérativement être revus à la baisse (marché unique oblige) et entraîner une diminution des recettes fiscales et/ou une augmentation des impôts directs. Un beau casse-tête en perspective pour Michel Rocard.

Ces difficultés rappellent à ceux qui l'avaient oublié en France, que le marché unique ne se fera pas sans rompre avec une certaine conception de l'économie et sans remettre en cause le rôle traditionnellement régulateur et arbitral de l'Etat, au profit d'une économie de marché pure et dure.

Patrice LE ROUE

Pauvres D.O.M.

La composition de la liste du Parti socialiste comporte une bonne surprise à notre sens: la position éligible de Morah Zaïdi, de SOS-Racisme. Mais à part cela, quelle médiocrité !

Passe que, comme représentant de la «société civile» le PS ait cru bon d'aller rechercher L. Schwartzberg dont l'image est, paraît-il, bonne dans les sondages. Passe encore que «l'ouverture» soit symbolisée par la 10ème place d'un MRG et la 21ème de l'Association des Démocrates: on doit craindre les courants d'air rue de Solferino ? Passe enfin les mésaventures de Max Gallo qui, tel un yo-yo, descend et remonte dans la liste au gré des petites luttes de courants. Passe donc tout cela... puisqu'on ne trouve pas mieux ailleurs.

Mais que le P.S., pour de médiocres raisons de cuisine électorale, trouve le moyen de placer le représentant des DOM-TOM (Jean-Yves Dalleau, de la Réunion) en position non éligible à la 27ème place, voilà qui dépasse l'entendement ! Alors que l'effort financier consenti à regret par la Communauté à nos DOM engendre l'irritation chez nos partenaires (Espagne et Portugal excepté), alors que l'échéance de 1993 suscite Outre-Mer un vent de panique, alors que nos 4 départements à l'économie fragile semblent incapables d'affronter le libéralisme en vogue dans la Communauté, voilà que le PS fait preuve d'une légèreté incompréhensible.

Avec de tels comportements, il est à craindre que la France soit, toutes tendances confondues, médiocrement représentée à Strasbourg. Prenons garde car nos partenaires ne se croient pas obligés d'y envoyer leur personnel politique le plus insignifiant.

Pierre CARINI

Glassnost

La Pologne renaît-elle ?

Il n'y a, dit le premier, que les montagnes qui ne se rencontrent pas. Depuis huit ans qu'il a rompu les accords de Gdansk et réprimé la liberté syndicale, fait poursuivre, dénoncer, licencier, calomnier, emprisonner ses militants, a couvert les mesures de rétorsion et les agressions contre les prêtres amis de Solidarnosc, le général juché sur la montagne d'Etat n'a pu ni avaler ni écraser la colline citoyenne. Et le voilà réduit à conclure avec elle un concordat: reconnaissance de la liberté syndicale et, dans une certaine mesure - progressive - du pluralisme électoral et politique.

Les raisons qui l'y ont poussé sont moins simples qu'il n'y paraît et gagnent à être succinctement énumérées.

En tout premier, sans doute, la crise économique et sociale où depuis l'état de guerre s'enfoncent le pays comme par un consentement à l'autodestruction. Mais jamais ce type de constat n'a suffi à convaincre un parti totalitaire de libéraliser, c'est-à-dire de renoncer à son exclusive emprise sur le pouvoir. Ceaucescu ne règne-t-il pas heureux sur des ruines ?

C'est ici qu'intervient le nouveau climat créé par la *perestroïka* gorbatchévienne et dont le premier secrétaire soviétique lui-même est venu diffuser le message à Varsovie en juillet dernier. Au doyen de l'université de Lublin qui l'interpellait sans ambage sur la doctrine Brejnev, c'est-à-dire les rapports de dépendance à l'URSS des pays satellites, il répondit qu'elle méritait un total réexamen. Communistes ou pas, tous les Polonais ont compris qu'ils pouvaient désormais disposer d'une marge de liberté plus conforme à leur ardente personnalité nationale, voire, que le réformateur so-

Spectacle étrange que celui de Lech Walesa et Bronislaw Geremek riant et faisant rire aux éclats le chouchou-général Jaruzelski et ses ministres. L'esprit chagrin des commentateurs n'y peut mais: nous sommes le 18 avril; face à face sont enfin chef d'Etat et citoyen.



viétique attendait d'eux une démonstration de *glassnost* utile à ses propres manœuvres en politique intérieure.

Les liens privilégiés de la Pologne avec l'Occident, l'intensité de l'aide humanitaire, les conseils du Pape et, sans doute, les pressions de créanciers inquiets de voir sans fin rééchelonner la dette, furent autant de prétextes offerts à la classe politique pour passer de la répression au dialogue constructif avec les forces d'opposition fédérées en comités civiques par Solidarnosc.

Encore fallait-il que ces forces eussent une présence syndicale et politique convaincante et fiable.

Aleksander Hall, leader de «Jeune Pologne» rencontré en juillet 88, avouait qu'au lendemain de la rupture des accords de Gdansk, le mouvement n'était ni assez structuré, ni assez encadré pour résister au laminage gouvernemental, et que tous les efforts de l'opposition avaient été dirigés depuis

lors vers l'éducation à la vie associative et politique, la reconquête des élites, et l'esquisse d'une alternative pratique au dépérissement économique. Faut-il dire le pari gagné ?

Partiellement. Il ne fait pas de doute que le syndicat interdit s'est maintenu assez fortement dans les entreprises pour avoir la maîtrise des mouvements sociaux, et retourner parfois les syndicats officiels en faveur de ses objectifs. Convaincant comme unique partenaire social, il le devint bientôt comme partenaire économique dans la mesure où il sut inspirer dans les créneaux libéralisés par la loi la création d'entreprises privées productrices de bien qui, dans le contexte maussade et corrompu d'un socialisme décadent, ont une exemplarité contagieuse. De plus, profitant au maximum des sympathies occidentales, ces nouveaux entrepreneurs préfigurent l'ouverture au monde, et l'association à l'Europe occidentale que chacun souhaite comme un «retour au bercail»

après l'enfermement parmi les Slaves...

La finesse du jeu à l'égard de l'Eglise est un autre trait spécifique à la récente évolution. Bien que couverte et protégée par elle concrètement depuis des années, et de plus largement inspirée par sa doctrine, l'opposition cultive jalousement son autonomie. Les plus croyants se défendent avec force de jamais confondre leur communion de foi avec les engagements politiques que les circonstances leur dicteront; il n'y aura pas de «démocrates chrétiens» en Pologne.

Mais la plus grande force de l'opposition polonaise est dans la qualité des hommes et des femmes qui la composent; hormis l'Eglise, personne ne recrute aussi haut et avec de telles exigences morales et intellectuelles. C'est le propre des pays où la politique est un risque avant d'être un honneur ou une carrière. En ouvrant à ces hommes-là les portes du Sénat et de la Diète, même si pour cette dernière les places sont soumises à un quota de 30%, les gouvernants ne peuvent pas ignorer quel risque ils encourrent.

Paradoxalement, après les rudes négociations semées de chausse-trapes et de contre-coups de ces dernières années, il apparaît à l'observateur attentif que c'est avec une sorte de joie libératrice que ces *apparitchiki* accueillent les anciens dissidents par eux-mêmes persécutés. Avec l'intuition que cette permission si longtemps refusée par l'Histoire est un cadeau rare, qu'il ne faut pas laisser périmer.

La «petite république» polonaise serait donc décidée à pratiquer la «concorde» pour renaître de ses cendres. A Dieu ne plaise qu'on ne s'avise encore un coup de la briser.

Luc de GOUSTINE

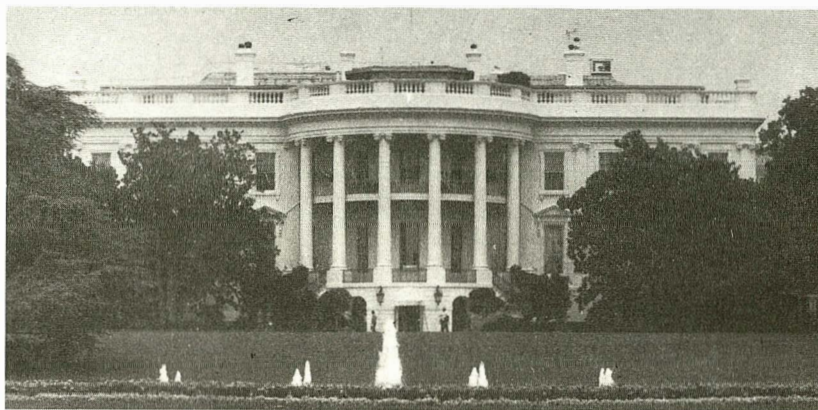
Bush

L'Amérique relative

D'abord, nous sommes rassurés. Contrairement à ce qu'on pouvait croire ou à ce qu'on a laissé croire le temps d'une élection, Bush n'augurerait pas Reagan III. Il est même étonnant que Bush soit à ce point une antithèse du personnage Reagan, aussi patricien que l'autre était populiste, aussi représentatif de la «noblesse d'Etat» que l'autre était anti-étatique. L'importance de la révision demandée aux services ministériels est moins dans ses résultats que dans le sentiment de confiance en soi redonné ainsi au Département d'Etat, aux hauts-fonctionnaires démoralisés par le mode reaganien de gouvernement. Les professionnels l'emportent sur les «amateurs» qu'ils soient glorieux, comme Reagan, ou soldats perdus comme North. Les médias y trouvent moins de pâture, mais une cure de «ralentissement» était bienvenue après l'ère des grands communicateurs. On se souviendra des transes de certains sommets et tête-à-tête Reagan-Gorbatchev (Reykjavik par exemple !).

Sur le fond, comment les Européens ne s'encourageraient-ils pas de l'abandon d'une présidence «impériale»? On dirait que cela leur fait peur, ils se sentent comme orphelins ! On va enfin sortir de l'enfance. L'Amérique reste la puissance prédominante, mais dans un jeu à plusieurs. Elle pourrait imaginer un partage du pouvoir avec l'Union Soviétique grâce auquel les deux super-puissances conserveraient l'exclusivité d'un condominium sur les affaires du monde. En réalité, Bush et son secrétaire d'Etat Baker n'en veulent absolument pas. Le meilleur moyen de l'éviter est encore de se déclarer soi-même une puissance relative. On voit alors se dessiner une ligne nouvelle qui ne se ramènerait

La plupart des commentateurs se sont gaussés des cent jours de présidence Bush. L'éternel second, le «mollasse» ne promettait qu'une sorte de «statu quo plus». Une révision globale en politique étrangère, qui a pris plus de trois mois, a accouché d'une souris. Le fameux grand dessein semble désespérément absent. Quitte à être accusés de cultiver le paradoxe, nous répondons : tant mieux !



pas au classique isolationnisme ni à la real-politik à la Kissinger; tout en renonçant à l'interventionnisme en même temps qu'à un certain idéalisme international qui furent plus ou moins la règle de la politique étrangère depuis 1945.

Sans parler de déclin historique comme dans l'ouvrage de Paul Kennedy (Royaliste n°487), les Etats-Unis ont désormais à définir la pratique d'une politique «normalisée» qui correspond à un état de maturité lequel n'est pas le seul fait de circonstances intérieures, mais coïncide avec un nouvel état du monde où que l'on se tourne: restructuration dans les pays communistes, hypertrophie financière du Japon, construction du marché unique européen.

L'élection de novembre 1988 a été sans doute celle à laquelle les Européens se sont le moins intéressés. La présidence Bush est pourtant une superbe occasion à ne laisser passer sous aucun prétexte. Des possibilités auraient pu être ouvertes éga-

vocabulaire bismackien qui lui sied si bien - contre l'évolution en Europe de l'Est); on le dit «minimaliste» sur la CEE. Pourquoi en serait-il autrement si l'on veut bien se placer à son point de vue ? Pourquoi s'en scandaliser ?

La politique étrangère ne doit pas consister comme on le voit trop souvent à émettre des «opinions» sur des événements qui ne dépendent manifestement pas de telles «opinions», mais à faire ce qui dépend de nous. On nous accusera d'indifférence, d'insensibilité là où nous sommes seulement inutiles. Or, ne dit-on pas qu'il vaut mieux ne pas faire ce qui est inutile ? La désinvolture patricienne n'est qu'apparente. Souhaitons que Bush et les siens gardent leur naturel au pouvoir, cultivent leur jardin en y voyant la source du bonheur. Ceux qui exercent le pouvoir donnent si peu l'impression d'être heureux et trop celle d'être préoccupés, pressés. Mais que ce ne soit pas seulement une question de style. Le fond doit y obéir.

Sous de telles auspices, existe l'espoir que la réforme attendue de l'alliance atlantique elle aussi arrivée «à maturité» puisse commencer. La balle est dans le camp des Européens. Le calme de Bush les fait d'un coup apparaître fébriles.

Yves LA MARCK

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR*NAR

Maurice Clavel



■ J.-P. Le Dantec entre Edgar Morin et Alain Jaubert.

Disons-le d'emblée, le colloque organisé en hommage à Maurice Clavel, à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort, fut une réussite, tant du point de vue du public venu nombreux, que du point de vue des invités visiblement émus.

Il y a dix ans, Maurice Clavel nous quittait. A de rares exceptions près, les media ont passé sous silence cet anniversaire: Clavel dérange toujours ! Seule la revue «Cité» avait pris l'initiative d'une journée d'hommage à sa mémoire qui s'est déroulée le 22 avril dernier. Patrice Le Roué en retrace ici les principaux temps forts et Bertrand Renouvin évoque, à l'intention de ceux de nos lecteurs qui ne l'ont pas connu, ce qu'a représenté Maurice Clavel dans l'évolution intellectuelle de notre mouvement.

Cela avait commencé trois jours plus tôt au restaurant Clavel, quai de la Tournelle (1), où était organisé un déjeuner de presse, rassemblant, autour de mets d'une grande qualité et de vins d'une rare finesse, Elia Clavel et de nombreux journalistes dont André Frossard. Au cours de ce déjeuner chaleureux et riche en débats et anecdotes, le ton était donné, annonçant ce que serait le colloque lui-même. Il ne manquait plus que le public.

Dès le samedi 23 avril au matin, la salle des salons de l'Etoile était pleine pour entendre Philippe Nêmo, Jean-Toussaint Desanti, Marie Balmory et André Frossard parler du philosophe et de l'homme de foi que fut Maurice Clavel.

Rarement l'approche de l'œuvre philosophique d'un auteur aura été aussi attrayante. Cela tenait probablement au fait que les personnalités avaient été, à différentes périodes de

leur vie, des intimes de Maurice Clavel. La matinée se termina par un dialogue introduisant au débat de l'après-midi entre Jean-Paul Dollé (dans la salle) et les invités (à la tribune) sur l'unicité du personnage Clavel.

Car aucun rôle n'était définitivement figé. Les invités (philosophes, journalistes, militants ou acteurs) intervenaient tour à tour à la tribune ou dans la salle, imitant en cela Maurice Clavel qui, aux «journées royalistes» de 1978, n'avait pas hésité à descendre de l'estrade pour venir dialoguer directement avec la salle. Non sans avoir au préalable cédé sa place à Jean-Loup Bernanos qu'il considérait plus digne que lui pour l'occuper.

Avec les témoignages d'Hélène Bleskine et de Jean-Pierre Le Dantec, l'après-midi commença sous le signe de l'émotion, puis les intervenants y allèrent tous de leur petite anecdote, afin de donner à leurs propos une dimension vivante

qui n'aurait pas été sans déplaire à Clavel lui-même. Enfin, la journée se termina par des extraits de pièces ou d'adaptations de Maurice Clavel lus et joués par Sylvia Monfort, Raymond Hermantier, François Timerman et de jeunes acteurs prometteurs. Cela fut l'occasion de découvrir, pour certains, ou de rappeler, pour d'autres, que les préoccupations du philosophe et de l'homme de foi étaient déjà présentes dans l'œuvre du dramaturge.

Paraphrasant Jean Daniel, selon qui Clavel, le chrétien, donnait l'impression d'être accompagné quand il déambulait dans les couloirs du Nouvel Observateur, on peut dire que tous les participants de ce colloque étaient eux aussi accompagnés sinon par l'esprit de Clavel, au moins par son souvenir encore vivant et vivace.

P.L.R.

(1) Il n'y a aucun lien de parenté entre Maurice Clavel et les aimables propriétaires des lieux, une simple homonymie.



avel

Clavel et nous

Maurice Clavel fut un éveilleur incomparable qui nous comprit mieux que nous-mêmes et qui sut, avant nous, ce que serait notre route.

Avant d'évoquer ce que Maurice Clavel fut pour notre journal et notre mouvement, il faut lever une ambiguïté qui serait insupportable pour sa mémoire comme pour nous. Notre ami n'était ni monarchiste ni royaliste parce qu'il récusait les ISTES et les ISMES réducteurs et destructeurs. Il serait donc odieux d'en faire un compagnon de route, au sens que les communistes ont donné à cette expression, de le présenter comme un militant de l'ombre dont nous pourrions dire aujourd'hui qu'il «en était». Rebelle à toute classification, ce gaullo-gauchiste chrétien n'était

pas «chez nous» mais avec nous, dans la fraternité et en pleine lumière, comme il l'était avec tant d'autres qui sont devenus, grâce à lui, nos amis.

Quel gauchisme ?

Ce colloque du 22 avril fut une ré-union au sens fort du terme, elle aussi fraternelle, qu'il avait envisagée dès 1971 et qui aurait eu lieu plus tôt s'il avait vécu. Dès notre première rencontre, après son célèbre «bonsoir» aux censeurs de la télévision, Maurice Clavel avait discerné dans notre mouvement, encore enfermé dans le dogmatisme maurrassien, une fidélité qui ne lui était pas étrangère. Il savait que nous avions chance de la vivre par une révolution intellectuelle et politique au terme de laquelle nous prendrions congé de notre propre «maître-penseur». Et il évoquait alors la révolution parallèle que vivaient ou allaient vivre ses camarades gauchistes - non les trotskystes prisonniers de leur idéologie, mais les Maos de la tendance spontanéiste qui furent, nombre d'années durant, le sel de la vie politique.

A l'époque, ces rencontres avec Clavel étaient dénoncées par nos propres censeurs comme preuve de la dérive gauchiste d'une misérable dissidence de démagogues et de traîtres. Et les gauchistes, quant à eux, nous regardaient comme une des

«bandes armées du Capital»... Qu'importe. C'est Clavel qui voyait juste, y compris contre nous qui refusions de «tuer le père». Aujourd'hui, il saurait dire en quelques phrases flamboyantes pourquoi nous nous sentons si proches d'Hélène Bleskine, de Roland Castro, de Jean-Paul Dollé..., ce qui nous lie selon des traditions distinctes et, surtout, ce que nous pouvons faire ensemble.

Causes communes

Qu'on n'imagine pas seulement des débats, même s'il y en eut beaucoup à Paris, à Vézelay et par téléphone. Dès 1972, lors du referendum sur l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun, le Non fut notre cause immédiatement commune. Un Non qui n'était pas dicté par un nationalisme frileux, mais par la volonté de s'opposer, autant que possible, à cette caricature d'Europe que Clavel présentait et dénonçait comme la «Sainte Alliance du Capital». La formule semble peut-être datée, mais la dénonciation n'a pas plus vieilli que la manière dont Clavel l'explicitait, en des termes voisins des nôtres: «...un patriotisme français, de plus en plus populaire avec les siècles, s'est toujours invinciblement opposé à l'unification de l'Europe occidentale en magmas, conglomerats ou empires...» (1) écrivait-il en s'adressant tout particulièrement à ses amis gauchistes qu'il voulait patriotes selon l'esprit de la Résistance.

Puis ce fut la bataille contre les Maîtres-Penseurs - pseudo-libérateurs qui conduisaient à la tyrannie en tentant de réaliser, dans la haine de Dieu, l'Absolu sur terre. Celui qui se présentait comme «l'oncle» des Nouveaux philosophes nous associa toujours plus étroitement à cette bataille vite gagnée, dont il attendait une résurrection spirituelle. «Je crois, nous disait-il, qu'il y aura un mouvement très profond, et je crois qu'avec certains - comme les anciens MAOS - nous avons pour tâche

commune de nous préparer à ce mouvement, à cette fracture au regard de laquelle mai 1968 n'aura été qu'une fêlure, afin que cette fracture puisse s'exprimer avec un peu plus de lumière sur elle-même qu'elle ne l'avait fait en 1968, et aboutir enfin. Je voudrais que certains jeunes intellectuels se préparent à cela...».

Mais cette délivrance intellectuelle et spirituelle ne passait pas, comme dans l'anarchisme primaire, par une volonté de détruire l'Etat. Jamais Clavel ne confondit pouvoir et «maîtrise». Simplement, il nous disait ne pas savoir «dans quelle mesure un pouvoir peut libérer, dans quelle mesure l'accouchement d'une libération humaine que je pressens très proche en vertu de mon invincible espérance pourra impliquer le modeste moyen d'un Etat». Mais il savait que la question du pouvoir ne pouvait manquer d'être posée, que l'Etat était nécessaire à l'existence des peuples, y compris dans leur résistance contre les totalitarismes. «Il faudrait pour les briser, disait-il dans son dernier entretien à «Royaliste», un pouvoir qui ne soit pas immanent, donc impartialement transcendant, je dirais presque extérieur ou plutôt réalisant deux conditions presque contradictoires: être transcendant pour ne pas être total et être suffisamment enraciné pour qu'un peuple, par lui encouragé dans l'anarchie, puisse s'y reconnaître».

Monarchie

D'où sa réflexion sur la monarchie, poursuivie au fil des entretiens publiés dans «Royaliste» (2), lors d'un débat mémorable avec Pierre Boutang à nos Journées de 1978 (3) et pendant les promenades que nous faisons lorsque nous allions le voir à Vézelay. «Vaguement monarchiste» lorsqu'il avait dix-sept ans, Clavel avait dédié au comte de



Raison et utilité

En 1981 paraissait le premier numéro du « bulletin du Mauss ». Lancé comme un défi, le « Mouvement Anti-utilitariste dans les Sciences sociales » semble avoir gagné aujourd'hui une bonne partie de son pari.



Paris sa « Grande Pitié » et eut, peu de temps avant de mourir, un long entretien avec le Prince... Encore une fois, Clavel n'adhérait pas à une doctrine, mais il appréciait Juan Carlos et se référait volontiers à la première histoire de la monarchie française, celle, anti-féodale et soucieuse du peuple, de Louis VI et de saint Louis. Il nous disait que la monarchie capétienne, dont la tradition fut détournée et subvertie par Louis XIV, « n'était pas loin » de répondre à la double exigence d'un pouvoir qui serait à la fois transcendant et enraciné.

Quant à l'avenir de la monarchie dans notre pays, Clavel ne l'imaginait qu'à deux conditions, l'une pratique et l'autre symbolique. D'abord, « il faudra que cette question se pose dans les profondeurs populaires, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui » nous disait-il en 1978. « Et si la monarchie revenait en France, ajoutait-il, il faudrait - permettez cette divagation - avant que le roi fût sacré à Reims qu'il fût en cette même cathédrale de Reims, flagellé de verges jusqu'au sang pour expier la déchéance de ses ancêtres et pour qu'il sache que son droit divin est un droit qui l'écrase et qui fait de lui le dernier des serviteurs de tous ». Divagation pleine de sens que le comte de Paris approuva en souriant tant elle rejoignait, en des termes identiques, son propre souci.

C'est ainsi que Maurice Clavel nous accompagnait et nous devançait, aussi proche que libre, et nous laissant vivre librement notre aventure intellectuelle et politique. « Il ne s'agit pas de guider, nous disait-il encore, mais d'accoucher, et surtout de couper court par ce que nous détruisons à ce que la révolte pourrait emprunter de tics et de faux discours mécaniques. Ou, mieux encore, gratter la croûte volcanique afin que la flamme s'élance, droite ». Il faut gratter encore, tant que la droite flamme ne se sera pas élancée.

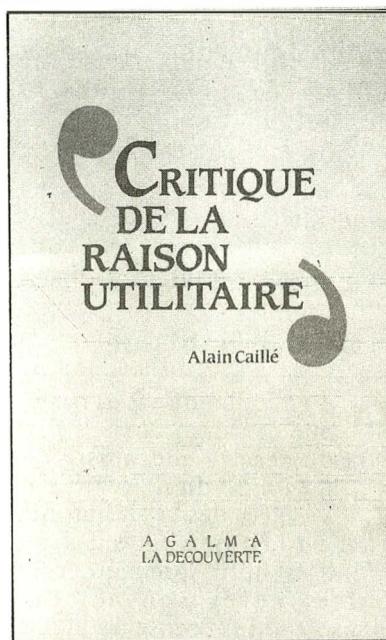
Bertrand RENOUVIN

(1) La suite appartient à d'autres (Stock, 1979) p.151 - Prix franco 81 F.
(2) Reproduits dans la brochure Maurice Clavel et nous. Prix 24 F franco.
(3) Nous serions heureux de pouvoir retrouver un enregistrement de ce débat.

Le modeste bulletin est devenu revue (cf Royaliste 502) et son audience s'accroît. Il était temps pour Alain Caillé, l'initiateur de l'aventure, de dresser un premier bilan sous forme d'un manifeste pour un nouveau départ.

La Critique de la Raison Utilitaire, essai brillant, échappe à toutes les lourdeurs du style universitaire. L'écriture évite allègrement le jargon, sans pour autant tomber dans l'approximation. Les notes ont été supprimées sans inconvénient; une bibliographie précise, sans être pléthorique, et pourtant étonnamment ouverte, suffit à cerner les sources de la pensée. Tout l'objet de l'essai est de répondre à la question: pourquoi un Mouvement Anti-utilitariste dans les Sciences Sociales ?

Alain Caillé s'attache d'abord à définir l'utilitarisme et à en retracer la genèse. Est utilitariste « toute doctrine qui repose sur l'affirmation que les sujets humains sont régis par la logique égoïste du calcul des plaisirs et des peines, ou encore par leur seul intérêt, et qu'il est bon qu'il en soit ainsi parce qu'il n'existe pas d'autre fondement possible aux normes éthiques que la loi du bonheur des individus ou de la collectivité des individus ». Cette pensée, dont la paternité est généralement, et un peu hâtivement, attribuée à Jeremy Bentham, voit en fait son avènement se produire à l'intersection de quatre événements: la Réforme, l'apparition de la science moderne, la naissance du marché généralisé, le triomphe des classes moyennes.



Dans sa formulation, l'utilitarisme peut apparaître comme bien simpliste, voire d'une médiocrité telle qu'il ne vaut pas la peine de s'en préoccuper. Il suffirait de le négliger ou de le mépriser. Alain Caillé nous met en garde contre cette attitude. « Toute posture consistant à considérer la pensée utilitariste comme si pauvre, nulle et non avenue, qu'il ne vaut même pas la peine de s'en soucier, aboutit à l'incapacité d'assumer le legs de la pensée moderne (...) » Car, dominant depuis quelques décennies, l'utilitarisme est aujourd'hui généralisé, particulièrement sous la forme de l'économisme.

Bien sûr, tout le monde ne croit pas que les hommes sont, par nature, intéressés, égoïstes et calculateurs. « La question principale n'est donc pas celle de savoir s'il subsiste des pensées non utilitaristes. La réponse est clairement oui. Y compris en

sociologie et même en économie politique; elle est bien plutôt de savoir si de leur diversité est susceptible d'émerger un paradigme alternatif, capable d'alimenter une démarche de type scientifique et à quelles conditions ».

L'élaboration de ce paradigme, la définition d'un principe d'intelligibilité centrale, est le souci de l'anti-utilitarisme, un anti-utilitarisme qui n'entend pas pourtant donner dans la critique de la science moderne et de la démocratie. Bien au contraire. « L'utilitarisme n'est-il pas simplement la prise au sérieux du principe démocratique central qui veut que ne soit légitime aucun pouvoir imposé par la force ou par l'autorité, mais uniquement celui que des sujets libres acceptent librement parce qu'ils l'estiment utile ? Il nous faut maintenant tenter de montrer que ce n'est pas tant avec la science et avec la démocratie que l'utilitarisme entretient des rapports étroits, qu'avec le scientisme et la technocratie. Au principe de ce double glissement, le réductionnisme inhérent à la Raison utilitaire qui ne veut voir dans la société et la démocratie que leur dimension économique, et chez les individus, que leurs intérêts. »

Pour mener à bien leur projet, Alain Caillé et ses amis entendent s'appuyer sur une trans-disciplinarité ordonnée autour d'une sociologie classique « qui aurait su assumer et penser jusqu'au bout la spécificité irréductible de ses postulats de départ ». Cette apparition d'une pensée originale au sein des sciences sociales doit retenir toute notre attention et tout notre intérêt.

Patrick PIERRAN

Alain Caillé: Critique de la Raison Utilitaire - Ed. La Découverte. 140p. Prix franco: 95 Frs.

Droits de l'homme : La lecture de Marcel Gauchet

■ Gérard Leclerc



Jugez de mon embarras. Il y a quatre semaines, je livrais ici même l'analyse que Stéphane Rials formulait brillamment de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (1). Devant pareil travail, si rigoureusement conduit au milieu d'une érudition sans défaut, je ne pouvais qu'acquiescer aux conclusions. Patatras ! A peine lâché le livre de Rials, je tombe sur celui de Marcel Gauchet, tout aussi rigoureux et érudit. Son jugement est à l'inverse, complètement contradictoire ! Vais-je revenir sur mon article, me déjuger ? Ce serait bien présomptueux. Comment m'ériger en arbitre entre deux chercheurs, aussi compétents l'un que l'autre et qui ont travaillé des mois sur le même objet ?

Il me faut alors fournir une explication sur cette contradiction légitime de deux points de vue, qui se justifie non seulement par la richesse polysémique du texte et du débat qui l'a fait naître, mais aussi probablement par le caractère intrinsèquement instable, ambigu d'une problématique en devenir, qui ne se maîtrise pas elle-même et contient aujourd'hui encore des virtualités contradictoires. Le consensus à peu près général du bicentenaire sur les droits de l'homme, que l'on conçoit selon un mode kantien d'obligation absolue à l'égard de l'individu, nous fait oublier les fractures et les gouffres qui s'étaient ouverts au sein même du texte fondateur. Si l'on a dans la tête « *la prodigieuse et terrible expérience initiale où il a fallu un instant regarder en face l'abîme créateur que cachent les simples mots de liberté et d'égalité* », alors on peut concevoir ces deux regards sur un même moment, qui désignent deux degrés différents d'intelligibilité. Il me semble en effet que Stéphane Rials et Marcel Gauchet parlent aussi vrai l'un que l'autre, mais pas sous le même rapport.

Rials est au plus près de la vérité du moment, et du compromis qui s'instaure, compromis qui va dans le sens modéré, et qui donne en surplomb et comme garantie à l'action législative des droits naturels qui fonctionnent comme garde-fou et instances de recours transcendantales. Quatre ans plus tard, la vérité du moment sera toute autre. Le légicentrisme abolira tout recours et le souverain populaire investira tout l'espace politique, fondant le régime de la Terreur. Sur ces deux moments et leurs intentions contraires, Marcel Gauchet est probablement d'accord. Mais son regard établit une continuité théorique rigoureuse entre 89 et 93 parce que, même si les constituants modérés ont voulu autre chose que les conventionnels, ils ont en commun une problématique qui contient la possibilité du passage à l'autre alternative. En d'autres termes, les modérés rédacteurs de la déclaration de 89 veulent le contraire de 93 mais leur articulation du droit, loin de le rendre impossible, l'inscrit dans l'horizon du possible.

Et cela tient avant tout aux apories de l'individualisme : « *La déclaration (de 89) fait signe dans deux directions : l'irréductibilité de la résistance individuelle et l'irrésistibilité du pouvoir social. Elles sont aussi solidaires qu'elles sont contradictoires. Toute affirmation de la citoyenneté, en fonction du couplage en miroir de l'individualité avec l'autorité, se traduit par une extension virtuelle de la souveraineté, contre laquelle il n'est pas en retour de protection pour l'acteur-source. Si bien que l'avancée dans la revendication des droits de l'homme élargit à mesure la menace de la violation. Davantage de déliaison et d'autonomisation des agents voudra dire, dans cette logique infernale, davantage de collectiv-*

sation abstraite du pouvoir et partant davantage d'absorption au moins latente des individus dans la politique... Le nœud coulant où succombera la tentative révolutionnaire, resserrant l'empire tyrannique à chaque appel de la chimère démocratique, est de la sorte intellectuellement en place d'entrée. Dès la charte inaugurale qui consigne solennellement ses principes, elle y est à la lettre engagée.

On retrouve bien là la marque des écrits antérieurs de Marcel Gauchet, cette étonnante faculté à entrer dans l'intelligibilité la plus aigue des systèmes, à les faire fonctionner jusqu'au bout de leurs logiques, non sans les référer à ces points aveugles qui président à leur développement. Dans le cas de la déclaration de 1789, il s'agissait de fonder une légitimité nouvelle, pour en substituer l'évidence à celle massive de la monarchie toujours en place. Les membres des Etats-Généraux vont donc vouloir incarner la nation même, opposant leur prétention à celle du roi qui jusqu'alors s'y identifiait.

La volonté générale qui se constitue ainsi, va déborder les intentions de Rousseau, en rendant impossible l'exécutif indépendant de la puissance législative massive qui absorbe tout et rend également impensable une vraie théorie de la représentation. Nous avons sans doute là l'explication - Gauchet la donne en filigrane - de l'impossibilité d'une instauration durable d'une monarchie constitutionnelle dans la Révolution : « *Ce qui fait problème en la figure de l'exécutif et problème de principe, abstraction faite même de l'encombrante présence du monarque, c'est l'espèce de personnification inhérente au contenu décisionnel de la fonction, à la forme individualisée de ses opérations et le défi que représente son contraste avec la généralité désincarnée de la volonté commune. D'où le besoin de conjurer cette réincarnation latente en résorbant l'instance de concrétisation dans l'anonymat de l'organe délibératif.* »

Il faudra très longtemps pour que l'idée républicaine sorte de son obstination aveugle qui la pousse à refuser l'exécutif pour se vouer à la dictature d'assemblée. C'est la Vème République qui permettra enfin la conciliation de l'impersonnalité électorale et de la personnification exécutive, mettant fin à cette exception française que constitue l'expérience révolutionnaire au sein des nations démocratiques. Il est significatif que Siéyès ait plaidé pour cette conciliation en 1791, avec cet argument : « *Ayons un prince pour nous sauver du péril d'avoir un maître* ».

Une étude sérieuse comme celle-là rend songeur quand aux vertus de la commémoration bien pensante des droits de l'homme. Elle nous éclaire aussi sur les forces de résistance qui demeurent encore aujourd'hui et qui tendent à empêcher de poser des questions aussi fondamentales que celles de Gauchet. Mais il ne faudrait pas forcer sur le pessimisme. Au-delà de la commémoration, le débat contradictoire trouve droit de cité. Il pourrait bien y avoir quelque vertu ou quelque malice dans ce bicentenaire, de celles qui poussent les citoyens à briser les tabous afin de se mieux comprendre en entrant dans l'intelligence de leurs droits.

Gérard LECLERC

(1) Cf « Royaliste » n°513 : l'esprit de la déclaration de 1789.

Marcel Gauchet, *la Révolution des droits de l'homme*, NRF-Gallimard. Prix franco : 140 F.

Barbelivien

Vive le Roi!

Le dernier 33 tours de Didier Barbelivien contient 10 chansons toutes excellentes, toutes différentes, avec pourtant une indéfinissable unité de ton qui est la marque du talent qui s'affirme. L'émotion passe toujours sur des musiques doucement rythmées et fort bien orchestrées. Quant aux paroles... il est bien qu'on les trouve sur la pochette car elles ne sont pas un simple appendice à la musique.

Comme toujours, on n'a entendu qu'un ou deux titres (« Etre César... ») sur les ondes dont les critères impitoyables chronomètrent le talent. Mais on peut aussi aimer les autres dont certains accents rappellent (avec un peu moins de sûreté dans l'écriture) Barbara. Voilà qui n'est pas un mince compliment. Pourtant, à l'oreille toujours aux aguets du militant impénitent, n'auront échappé ni « Juif et Polonais », ni « Vive le Roi ». Dans le premier titre, Didier Barbelivien se montre davantage partisan de l'Europe des minorités (« ...Et dans la campagne autrichienne une jeune femme se croit Italienne... ») que de celle des eurocrates (« Je me sens Juif et Polonais, comme un catholique irlandais, ils vont m'oublier pour toujours, dans un bureau au Luxembourg »). Dans le second, mi-anar, mi-réac, il ne fait hélas qu'un jeu de provocation vis-à-vis des politiciens (« ...Racontez-nous la France façon Victor Hugo, Avec toute l'insolence d'un De Gaulle, d'un Malraux, Soyez la République pauvres bons-hommes de paille, Avant que la musique ne reprenne à Versailles, Vive le Roi... »).

Nous lui ferons remarquer que la Monarchie, ce n'est pas l'absence de République. Mais quel talent tout de même.

Alain SOLARI

Mômes

Divine enfant

Signe des temps, le cinéma français contemporain s'intéresse de plus en plus à l'enfance. Au point même que des enfants deviennent les personnages principaux de plusieurs films.



Cela n'est pas nouveau. Ce qui l'est davantage, en revanche, c'est que les enfants ne servent plus uniquement de faire-valoir pour des acteurs adultes confirmés, mais sont le sujet principal de films. La raison essentielle de ce regain d'intérêt manifesté par les producteurs réside dans le fait que les enfants représentent une part non négligeable du public et qu'ils sont, contrairement à l'idée généralement répandue, des spectateurs exigeants qui savent reconnaître la qualité d'un film. D'où un renouvellement progressif des sujets et une nouvelle approche de l'enfance.

« Divine enfant » de Jean-Pierre Mocky, « Après la guerre » de Jean-Loup Hubert, et « Cher frangin » de Gérard Mordillat, mais dans une moindre mesure, constituent trois exemples représentatifs de cette évolution. Tout d'abord, parce que toute naïveté, mièvrerie et sentimentalisme en sont bannis;

certes, il arrive à ces charmants bambins de pleurer, mais seulement pour des histoires de gosses. Ensuite, parce que les personnages des enfants existent en toute autonomie et non par rapport à une situation scénaristique précédant leur entrée en scène: d'ailleurs, les trois films « s'ouvrent » sur eux, les adultes n'arrivant qu'après plusieurs minutes de film. Enfin, si chaque film a la guerre pour toile de fond (la seconde guerre mondiale dans « Après la guerre », la guerre d'Algérie pour « Cher frangin » et la route

comme forme moderne de guerre pour « Divine enfant »), le propos des cinéastes n'est pas de dénoncer avec des yeux d'adulte les conséquences que peut avoir la guerre sur les enfants, mais de regarder vivre des enfants dans un contexte de désordre total et de filmer leur manière si particulière d'aborder les événements. Un peu comme le faisait Rossellini dans « Allemagne année zéro », dans un registre dramatique, tout de suite après la seconde guerre mondiale.

Il convient toutefois de se méfier du discours qui sous-tend ce type de films. La déclaration de Mocky concernant son film éclaire sur les intentions du cinéaste: « Dans mon film, j'ai mis, dit-il, le peu de cœur qu'il me reste après toutes les années de désillusion qui sont celles des mûrissants »: sous-entendu, le monde est désespérément pourri, seul les enfants qui, eux, restent purs, peuvent nous sauver. Ces propos désabusés pourraient si l'on n'y prend garde se multiplier et sous couvert de bonne conscience envahir notre cinéma. On tomberait ainsi, d'un excès (où sauf rare exception, comme « L'argent de poche » de Truffaut, l'enfant n'existe pas en tant que tel sur les écrans) dans l'autre (où l'enfant constitue la référence obligée).

Nicolas PALUMBO

la nouvelle action royaliste

sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR-NAR

Participez !

Pourquoi adhérer ?

COMTE DE CLERMONT

Le comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, publie une lettre d'information bimestrielle. Au sommaire du dernier numéro de cette lettre (numéro 6): un éditorial où le Prince aborde le problème du travail et du chômage.

Nous ne saurions trop inciter nos lecteurs à s'abonner à cette publication qui n'est diffusée que sur abonnement. Prix de l'abonnement pour six numéros 50 F (soutien 150 F - bienfaiteur 500 F). Les abonnements et le règlement correspondant doivent être adressés à l'ordre du CERFC, 38 rue Boileau, 75016 Paris.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats.

Tarif franco: Format 9x13: 12 F - Format 13x18: 29 F - Format 18x24: 58 F.

En format 13x18 au prix de 29 F franco, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils avec la signature des trois princes. Prix franco: 29 F.

AUTOCOLLANTS

Moyen de propagande efficace et facile d'utilisation, nos autocollants publicitaires existent en quatre modèles: deux pour le journal et deux pour notre service minitel.

De format 5x10 cm, imprimés en noir sur fond jaune, quatre slogans possibles: «Royaliste» dans les kiosques tous les quinze jours, «Royaliste» libre et démocrate, «Nouvelle Action Royaliste» questionnez on vous répond, «Nouvelle Action Royaliste» pour en savoir plus.

Tarif franco: 50 ex.: 20 F - 100 ex.: 34 F - 200 ex.: 53 F - 300 ex.: 76 F - 500 ex.: 106 F. Possibilité de panacher les différents modèles.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription «Royaliste». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

NOUVELLES AFFICHES

Un nouveau modèle d'affiche est disponible. De format 31x46 cm, imprimées en noir sur fond jaune, elles reproduisent le titre de notre journal accompagné du slogan: «Avec le comte de

Conseil National) a pour charge la mise en œuvre pratique et le suivi de ces décisions.

C'est dire le rôle fondamental que jouent les adhérents dans l'élaboration de notre politique et, par voie de conséquences, dans les prises de position de notre journal. C'est pourquoi nous souhaitons que ceux de nos lecteurs qui ne se considèrent pas comme de simples curieux, nous apportent le soutien de leur adhésion. Outre les rentrées financières que nous procureront leurs cotisations (et qui sont indispensables pour notre développement), leur participation est nécessaire afin que la cohésion entre «Royaliste» et ses lecteurs soit la plus totale possible.

Les formalités d'adhésion sont simples. Demandez-nous, sans engagement, la brochure qui vous donnera tous les renseignements nécessaires et vous en jugerez par vous-mêmes.

Yvan AUMONT

SOUSCRIPTION

Dans notre précédent numéro nous vous avons fait part de nos difficultés financières et fait appel à votre générosité pour couvrir le déficit que nous prévoyons dans notre budget. Nous publierons dans quinze jours la première liste des lecteurs qui ont déjà répondu à notre appel. Rappelons que nos besoins immédiats sont estimés à 50.000 F et que si nos lecteurs se mobilisent rapidement cette somme devrait pouvoir être rassemblée assez facilement. Nous comptons sur vous !

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19h 45 - entrée gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 17 Mai - Dans l'avalanche de livres qui commémorent la Révolution, peu d'entre eux s'intéressent à la Contre-révolution qui pourtant, à bien des égards inspirera le romantisme. Contre-révolution qui, par sa critique de la modernité et par ses aspects spirituels, conservera tout au long du XIXème siècle une profonde influence sur la littérature et les mentalités. Le livre de Gérard GENGEMBRE, «La Contre-Révolution ou l'histoire désespérante» vient combler cette lacune.

Paris, couronner la démocratie».

Tarif (prix franco): 80 ex.: 26 F - 150 ex.: 42 F - 250 ex.: 61 F - 400 ex.: 90 F.

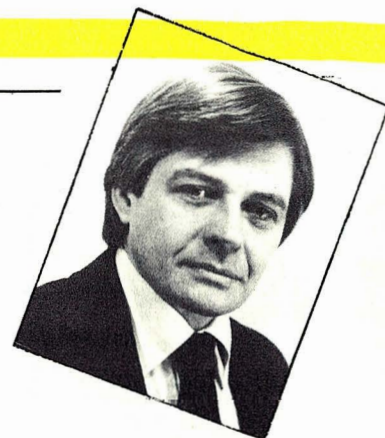
Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:
Prénom:
Date de naissance: Profession:
Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris



Vingt ans après

Ce titre ne doit rien à la nostalgie ou au mauvais esprit, encore qu'il puisse paraître malencontreux d'évoquer l'anniversaire du referendum manqué du 27 avril 1969. Mais l'échec du général de Gaulle, dû aux ambitions et aux frayeurs conservatrices, ne marquait pas sa défaite comme on le verra l'année prochaine, lors du centième anniversaire de sa naissance.

Pour cette commémoration justifiée, attendons-nous aux torrents d'éloquence des dévôts et de prétendus partisans, aux interprétations et aux récupérations grossières qui, bien entendu, seront lourdes d'arrière-pensées politiciennes. Déjà, en prélude à sa campagne pour les élections européennes, M. Le Pen s'est lancé dans une phraséologie d'apparence gaullienne sans que personne n'ait immédiatement relevé cette nouvelle imposture. Et nous aurons bientôt des versions conservatrices, libérales, révolutionnaires, d'un gaullisme qui, à force d'être ainsi tiraillé, risque de ne plus rien signifier.

PROJET

Mais comment juger l'œuvre et mesurer sa portée sans tomber, d'une manière ou d'une autre, dans les excès que je viens de dénoncer ? Plutôt que de réfléchir selon une relation personnelle d'ancienne opposition, de fidélité ou de dette, il paraît plus judicieux de situer le général de Gaulle par rapport à la politique de la France - tant il est vrai, comme il l'avait compris, qu'il n'y a jamais eu qu'une seule politique pour notre pays.

Laquelle ? Le comte de Paris a souvent montré que la France, tout au long des siècles, n'avait cessé de vouloir son indépendance à l'égard des empires, sa pleine liberté à l'égard des puissances temporelles, et que cette politique fut menée dans l'alliance entre le pouvoir et le peuple. Ce projet commun supposait un Etat souverain, disposant de la continuité nécessaire et légitimé par son œuvre de justice et de paix à l'intérieur des frontières. D'où la lutte engagée par la monarchie capétienne contre la féodalité, signe du démembrement de la puissance publique et facteur de guerres privées qui

l'entraînaient à pactiser avec les puissances étrangères.

Il est clair que la politique du général de Gaulle, naguère tant critiquée, ne fut rien d'autre que la traduction moderne du projet multi-séculaire de la France : restauration de l'indépendance et de la dignité de l'Etat, souci de l'adhésion populaire démocratiquement exprimée, reconquête de l'indépendance militaire face aux Etats-Unis, politique extérieure conçue et menée hors de la logique des blocs, dans l'alliance avec les nations éprises de liberté... Point n'est besoin d'insister : ces principes constitutionnels et ce projet politique, toujours critiquables dans leurs modalités, mais aujourd'hui indiscutés pour l'essentiel sont devenus notre référence commune. Nous devons au général de Gaulle notre stabilité institutionnelle, notre sécurité collective, notre présence réaffirmée dans le monde. Faut-il crier au génie ? Plus qu'un fondateur, le Général apparaît dans ses actes et dans ses écrits comme l'homme de la continuité historique, du recommencement lorsque celle-ci venait à se briser, du bouleversement mené, parfois brutalement, dans la fidélité à la tradition profonde de notre pays.

Tout cela est maintenant reçu comme l'évidence même. C'est oublier l'inévitable ambiguïté de la politique gaullienne, lorsqu'elle s'accomplissait sous nos yeux. Le comte de Paris ne s'est certes pas trompé, mais on pouvait, en toute bonne foi, prendre pour Bonaparte ce militaire qui détruisit les nostalgies impérialistes, dénoncer comme traditionnaliste cet homme soucieux de tradition vivante (qui ne va pas, comme on sait, sans révolutions) et combattre comme représentant de la droite réactionnaire celui qui était soucieux de l'autorité de l'Etat.

QUEL HERITAGE ?

Il faut encore souligner, à l'intention des thuriféraires, l'inaccomplissement du projet gaullien dans nombre de domaines. Si la Constitution de 1958 nous a permis de retrouver un Etat, n'oublions pas que le pouvoir politique fut largement dépendant de la puissance technocratique, et victime de ses usurpations. N'oublions pas non plus que le projet social du gaullisme a

été défait par les féodalités économiques et financières et que le parti gaulliste fut, par son conservatisme croissant, un des principaux artisans du départ du général de Gaulle. N'oublions pas enfin le déséquilibre institutionnel, ce malaise dans l'exercice de la représentation nationale qui fut à l'époque justement critiqué. Mai 1968 fut la sanction de ces révolutions manquées ou à peine ébauchées, et de cette incapacité de l'Etat à briser la coalition des conservatismes. Mais il est vrai que la monarchie capétienne lutta pendant des siècles contre la féodalité nobiliaire, sans réussir à la vaincre définitivement, et qu'elle se posa trop tard le problème de la représentation...

Reste la question de l'héritage, qui sera sans doute vivement disputée l'an prochain. Il est certain que l'ambition gaullienne n'a pas été prolongée par le parti gaulliste, qui est mort d'une insurmontable contradiction : un parti ne peut vouloir l'indépendance de l'Etat et le soumettre à ses intérêts ; un parti ne peut se réclamer de la France tout entière et prétendre à lui seul l'incarner. Dérives et reniements étaient donc inscrits dans la nature même du gaullisme partisan. Qu'importe, puisque le projet politique de la nation, repris et développé par le général de Gaulle, continue d'être affirmé, plus fermement dans cette décennie que lors de la précédente. Il ne faudrait pas en déduire que François Mitterrand s'est rallié au gaullisme qu'il avait naguère si vivement combattu. Le président de la République, dans la fidélité à la vieille tradition républicaine, continue de voir sous la figure gaullienne celle du bonapartisme et estime, non sans raison, que notre Constitution dépend trop, dans sa pratique, de l'homme qui est aux affaires. Mais il est vrai que François Mitterrand s'est à son tour inscrit dans la politique de la France quant à sa présence dans le monde, et s'efforce de reprendre, sous le mot de socialisme, la lutte multi-séculaire de l'Etat contre les féodalités. C'est assez pour que nous nous sentions proches de Charles de Gaulle et de François Mitterrand tout en souhaitant que la monarchie capétienne puisse dans l'avenir garantir et prolonger ce qui a été entrepris.

Bertrand RENOUVIN